

AXE STRATEGIQUE 1

RENFORCER LES MOYENS INSTITUTIONNELS ET POLITIQUES ET GERER EFFICACEMENT L'ENVIRONNEMENT ET LES RESSOURCES NATURELLES

AXE OPERATIONNEL 1. ARTICULATION CSLP / PANE					
Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget	Intervenants	Indicateurs
<p>Objectif 1.1 Intégration de l'environnement et de la lutte contre la pauvreté</p>	<p>Définir les modalités d'intégration des thématiques du PANE dans le CSLP</p> <p>Elaborer les modalités d'intégration de l'environnement dans les cycles de planification nationale</p> <p>Elaborer les modalités d'intégration de l'environnement dans les programmes de développement locaux</p>	<p>Le contenu du PANE est reflété dans le CSLP</p> <p>Les indicateurs environnementaux contribuent à la lutte contre la pauvreté.</p> <p>La prise en compte de l'environnement dans les politiques nationale et locale est améliorée</p>	15 000	<p>SEE CDHLCPI MAED ONS ODHLCPI PTF</p>	<p>Rapports d'études</p> <p>Rapports de mise en œuvre des indicateurs environnementaux et contre la pauvreté</p>
<p>Objectif 1.2 Élaboration de mécanismes de concertation et de décentralisation de la gestion des ressources naturelles</p>	<p>Définir les mécanismes de concertation impliquant les acteurs locaux et nationaux pour la mise en œuvre des politiques environnementales</p> <p>Inscrire les actions environnementales dans les Plans de Développement Locales et les PIP communaux</p> <p>Élaborer les plans d'actions locaux pour l'Environnement et le développement Durable</p>	<p>Les acteurs locaux participent à la mise en œuvre du PANE</p> <p>Les PALE sont élaborés</p>	112 000	<p>SEE DEPARTEMENTS TECHNIQUES, PTF COLLECTIVITES LOCALES</p>	<p>Rapport et PV de séance</p> <p>Nombre de problèmes traités et solutionnés</p>
<p>Objectif 1.3 Evaluation des besoins prioritaires en renforcement des capacités pour la gestion de l'Environnement</p>	<p>Etablir les états des lieux, analyses et évaluations des besoins en renforcement des capacités ;</p> <p>Identifier, prioriser et valider les besoins en renforcement des capacités ;</p> <p>Préparer une stratégie et un plan d'action</p>	<p>Des diagnostics sont établis</p> <p>Des études thématiques et transversales sont réalisées</p> <p>Les besoins en renforcement des capacités sont identifiés</p> <p>Une stratégie et un plan d'action sont élaborés</p>	200 000	<p>SEE PTF Départements techniques</p>	<p>Rapports de consultants</p> <p>Procès verbal de réunion</p> <p>Rapports d'activité</p> <p>Document de stratégie et de plan d'action</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

AXE OPERATIONNEL 2. METTRE EN PLACE DES SYSTEMES D'INFORMATION ENVIRONNEMENTALE					
Objectif 2.1 Capitalisation de l'ensemble des actions entreprises dans le domaine de l'information environnementale	Capitaliser les actions entreprises, soit par les institutions publiques, soit par les collectivités locales, les partenaires au développement, les ONGs ou les entreprises de droit privé. Elaborer un outil d'aide à la décision environnementale	Les informations disponibles inventoriés et valorisés Les acquis réalisés dans le domaine de la gestion de l'information environnementale sont capitalisés et appropriés	50 000	SEE, UNIVERSITE SOCIETE CIVILE SECTEUR PRIVE PTF	Bases de données environnementales disponibles Nombre de thématiques traitées Rapports de suivi environnemental
Objectif 2.2. Mettre en place un système d'information pour mieux gérer l'environnement	Identifier l'ensemble des sources d'informations environnementales Proposer un mécanisme de traitement des données et de production d'indicateurs environnementaux/ Créer et rendre fonctionnel un système d'information sur l'environnement, référencé et coordonné au sein du SEE/DECE	Le SIE est fonctionnel et permet à tous les utilisateurs de l'information environnementale de disposer d'une plate-forme multi-ressources et multi-acteurs Rapport Annuel sur l'Etat d'Environnement est publié annuellement ou bi annuellement	100 000	SEE PTF CPAP PTF	Production et diffusion de bulletins d'informations environnementales Production et diffusion d'indicateurs sur l'environnement et le DD Conceptualiser le Rapport « Environnement » annuel
Objectif 2.3. Etablir des mécanismes d'échange d'informations environnementales entre les différents acteurs en utilisant les NTIC	Proposer des schémas techniques pouvant favoriser une synergie entre l'ensemble des acteurs concernés par la question	Des réseaux d'échanges électroniques sont opérationnels		SEE SOCIETE CIVILE SECTEUR PRIVE BAILLEURS DE FONDS	Site Web, Bulletins d'informations



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
	Proposer des schémas techniques et technologiques (Internet, radio, télévision, supports amovibles divers) prédisposant à un meilleur partage de l'information sur l'environnement par le grand public	L'information environnementale est partagée par tous les acteurs de l'environnement	65 000		Nombre et type d'utilisateurs des informations
Objectif 2.4 Assurer un SIG performant comme outil d'aide à la décision pour un meilleur aménagement du territoire.	Renforcer les capacités nationales en matière de cartographie et d'aménagement du territoire	Des SIG opérationnels fonctionnent dans tous les domaines de l'aménagement	280 000	SEE MET DATAR/ DGCL UNIVERSITE Partenaires techniques et financiers	Nombre de SIG en service Nombre de base de données opérationnelles
Objectif 2.5 Prendre en considération les urgences environnementales	Mettre en place un Système de Veille Environnementale (Observatoire des risques environnementaux) Rendre plus opérationnels les mécanismes d'alerte précoce, les vulgariser et associer en fonction de l'urgence les acteurs potentiels pour l'application de ces mécanismes	L'impact environnemental des pollutions accidentelles est réduit La participation des parties prenantes est accrue	60.000	SEE DPC DGCL DATAR UNIVERSITE PRESSE DMM MPEM Union Européenne	Fréquence de pollutions accidentelles Nombre de Plans d'intervention d'urgence PIU) Liste des installations classées
Objectif 2.6 Mieux gérer les sinistres environnementaux	Former et informer sur les calamités naturelles : marées noires, risques agricoles, dégâts des eaux, inondations, tempêtes, tremblements, glissements, foudres, etc. Renforcer les capacités techniques des services nationaux chargés des prévisions météorologiques et de courantologie marine.	Une meilleure connaissance des catastrophes naturelles se développe et les mesures d'urgence et comportements initiaux sont vulgarisées par types de zone à risque. La Météo nationale diffuse des bonnes prévisions pour l'ensemble du territoire national et les données sur la houle sont produites par des services techniques nationaux.	55 000	SEE DA ASECNA PRESSE OFFICIELLE ONGs ASECNA DA - DE- SEE AIR MAURITANIE PTF TVM	Nombre de rencontres de formation et d'information sur les catastrophes naturelles



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

**AXE OPERATIONNEL 3.
METTRE EN ŒUVRE UNE STRATEGIE DE COMMUNICATION, DE FORMATION ET D'EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT**

<p>Objectif 3.1</p> <p>Identification des cibles, supports et messages de communication pour le groupe cible de Premier Niveau (décideurs)</p>	<p>Identifier le public cible de Premier Niveau</p> <p>Concevoir un plaidoyer pour chaque cible</p> <p>Traduire et diffuser les messages à travers des supports de communication appropriés pour ce groupe cible primaire</p>	<p>Les acteurs du groupe sont identifiés</p> <p>Les acteurs ciblés sont sensibilisés</p> <p>Les acteurs ciblés se sont appropriés le message</p>		<p>SEE</p> <p>PTF</p>	<p>Nombre et type d'acteurs identifiés</p> <p>Nombre et type de messages conçus</p> <p>Nombre de décision prises en faveur de l'environnement</p>
<p>Objectif 3.2</p> <p>Elaboration de supports les plus appropriés pour les groupes de public Second Niveau (grand public)</p>	<p>Identifier le public cible</p> <p>Concevoir un plaidoyer pour chaque cible</p> <p>Traduire et diffuser les messages à travers des supports de communication appropriés pour ce groupe cible</p>	<p>Les acteurs du groupe sont identifiés</p> <p>Les acteurs ciblés sont sensibilisés</p> <p>Les acteurs ciblés se sont appropriés le message</p>		<p>SEE</p> <p>PTF</p>	<p>Nombre et type d'acteurs identifiés</p> <p>Nombre et type de messages Conçus</p> <p>Nombre de décisions prises en faveur de l'environnement</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 3.3 Faire connaître le PANE et ses objectifs</p>	<p>Réaliser un site Web et des brochures de présentation du PANE</p> <p>Réaliser des foras nationaux et régionaux</p>	<p>Le site Web et les brochures sont réalisés, les foras nationaux et locaux sont tenus et l'expérience mauritanienne est partagée lors des rencontres sous-régionales et internationales.</p>	<p>15 000</p>	<p>ETAT SOCIETE CIVILE SECTEUR PRIVE BAILLEURS DE FONDS PTF</p>	<p>Rapports de concertations nationales et régionales</p>
<p>Objectif 3. 4 Sensibilisation de tous les acteurs sur les questions de l'environnement et diffusion de bonnes pratiques</p>	<p>Valoriser le recueil des bonnes pratiques environnementales à travers la mise en œuvre d'expériences pilotes</p> <p>Réaliser une campagne de sensibilisation pour modifier les comportements pour un meilleur respect de l'environnement</p>	<p>Les bonnes pratiques sont diffusées</p> <p>Un meilleur respect de l'environnement est enregistré</p>	<p>30 000 10 000</p>	<p> SOCIETE CIVILE PTF</p>	<p>Nombre et type de bonnes pratiques valorisées</p> <p>Rapport sur le comportement des populations vis-à-vis de l'environnement</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
Objectif 3. 5 Formation des Enseignants (Primaire, Secondaire et universités) à l'Environnement et au Développement Durable grâce aux NTIC	Organiser des sessions de formation des Formateurs Intégrer l'environnement et le développement Durable dans les programmes de formation (Primaire, Secondaire et Supérieur)	L'Environnement et le Développement Durable sont intégrés dans les programmes de l'éducation Nationale	50 000	MEN PTF, Coopération Française, BAD PTF	Manuels de formation didacticiels
AXE OPERATIONNEL 4.					
METTRE EN ŒUVRE LES INSTRUMENTS ECONOMIQUES ET REGLEMENTAIRES DES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES					
Objectif 4.1 Elaboration de politiques économiques environnementales	Evaluer et intégrer les coûts sociaux non payés de l'environnement Introduire des incitations pour le respect de l'environnement Prendre des mesures juridiques Assurer la mise en œuvre des politiques pour le respect de l'environnement	Les coûts sociaux non payés de l'environnement sont évalués et intégrés Le respect de l'environnement s'est traduit dans chaque politique sectorielle Les textes législatifs et réglementaires sont rédigés et adoptés	5 000 5 000 5000	MF MAED CDHLPI SECTEUR PRIVE PTF COLLECTIVITES LOCALES	Rapport d'études Rapport d'études Rapport d'études



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
Objectif 4.2 Elaboration d'instruments économiques environnementaux	Instaurer des taxes et redevances environnementales proportionnelles aux dégâts causés dans le cadre d'une fiscalité environnementale	Taxes et redevances sont déterminés Les instruments économiques sont appliqués	5000	MF MAED CDHLPI PTF SECTEUR PRIVE COLLECTIVITES LOCALES	Textes réglementaires promulgués Rapport d'études Nombre de départements appliquant ces méthodes
	Mise en œuvre des politiques d'aide à la décision (ACA, ACE, Méthode multicritères)	La fiscalité environnementale est prise en compte dans la fiscalité globale	5 000		Textes réglementaires promulgués
	Intégrer à la fiscalité environnementale à la fiscalité globale.	Les mécanismes d'utilisation des recettes fiscales environnementales sont définis	5 000		Rapport d'études
	Elaborer un schéma d'ancrage et d'utilisation de ces recettes fiscales tirées de l'environnement	Le PIB environnemental est déterminé	3000		Rapport d'études
Objectif 4.3 Elaboration d'une comptabilité environnementale	Définir et établir des comptes spécifiques à l'environnement	La comptabilité environnementale est définie et son intégration à la comptabilité nationale est assurée	10 000	SEE MF MAED CDHLPI, SECTEUR PRIVE, PTF COLLECTIVITES LOCALES	Rapport d'études Les textes juridiques adoptés Le document comptable national



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
Objectif 4.4 Elaboration et adoption de normes environnementales	Déterminer et appliquer des normes environnementales (procédés techniques, émission, ambiance, certification)	Le suivi de l'environnement est Amélioré	50 000	, SGG, MMI PTF,	Manuel de spécification technique Textes réglementaires
Objectif 4.5 Veiller à la bonne conduite des études d'impacts environnementales	Finaliser les textes Réglementaires Renforcer les capacités d'expertise et d'évaluation des impacts environnementaux (secteur public, secteur privé) Renforcer le cadre institutionnel de contrôle et de suivi environnemental	Les études d'impacts sont systématiques La qualité technique des études d'impacts est améliorée La structure de suivi environnemental a les capacités d'évaluer les études d'impacts	200 000	SEE MEP MMI MPEM PTF SOCIETE CIVILE	Les textes réglementaires Les Manuels de formation Le nouveau cadre institutionnel
AXE OPERATIONNEL 5.					
RENFORCER LES NOUVEAUX MECANISMES INSTITUTIONNELS DE GESTION ENVIRONNEMENTALE					
Objectif 5.1 Création d'organes de concertation et d'arbitrage pour une gestion intégrée de l'environnement	Redynamiser les instances du Conseil National pour l'Environnement et le Développement (CNED) et l'ensemble de ses organes subsidiaires (CTED et CRED). Réexaminer la composition et les missions assignées au CNED et créer un mécanisme de concertation et de participation de l'ensemble des acteurs au niveau local	L'ensemble des acteurs nationaux et environnementaux participent à la gestion de l'environnement Les conflits environnementaux sont traités et solutionnés d'une manière normative et consensuelle. La concertation des bailleurs est permanente	20 000	SEE Départements Techniques, Collectivités Locales, société civile Partenaires techniques et financiers	Textes réglementaires PV de réunion Rapports d'études PV des réunions périodiques



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

AXE OPERATIONNEL 6.

METTRE EN PLACE UN PROCESSUS CONTINU DE SUIVI - EVALUATION ET ACTUALISATION DU PANE

<p>Objectif 6.1 Concevoir et mettre en œuvre une stratégie de suivi évaluation du PANE</p>	<p>Redéfinir et adapter les missions du CNED pour assurer l'orientation du PANE</p> <p>Désigner le Secrétariat Permanent du CNED chargé de la préparation des rapports et réunions</p> <p>Réactualiser la composition et la mission assignée au CRED et CTED</p>	<p>Le Suivi et l'évaluation du PANE sont assurés</p>	<p>60 000</p>	<p>Tous les départements Ministériels PTF COLLECTIVITES LOCALES Société Civile Secteur Privé</p>	<p>Rapport d'études</p> <p>Rapport d'études</p> <p>Rapport d'études</p>
---	--	--	---------------	--	---



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

**AXE STRATEGIQUE 2
FAVORISER L'ACCES DURABLE AUX SERVICES DE BASE**

**AXE OPERATIONNEL 7.
FAVORISER L'ACCES DURABLE À UNE ENERGIE DOMESTIQUE ABORDABLE**

<p>Objectif 7.1 Elaboration d'une stratégie et programme de communication, d'information et de sensibilisation des structures étatiques et des autres acteurs locaux</p>	<p>Réviser le Code Forestier et obtenir une meilleure application de la législation forestière ;</p> <p>Responsabiliser les acteurs locaux (populations et communes) au niveau de la gestion participative des ressources forestières ;</p> <p>Mettre en place et gérer une comptabilité des combustibles forestiers,</p> <p>Mettre en place un programme d'accroissement de l'efficacité énergétique et économique de la carbonisation</p> <p>Promouvoir la production et l'utilisation des foyers améliorés</p> <p>Réviser la politique de prix des combustibles ligneux</p> <p>Créer et mettre en œuvre au SEE d'une Cellule animation/Communication/Sensibilisation</p>	<p>Les dispositions réglementaires du code forestier sont mises en œuvre</p> <p>Les acteurs sont effectivement impliqués dans la gestion des ressources forestières</p> <p>Cf. Fiscalité environnementale. Les recettes fiscales sont collectées et participent au financement de l'environnement</p> <p>Le taux de perte de carbonisation est limité</p> <p>Une économie de temps et d'argent est enregistrée par les ménages</p> <p>La substitution des combustibles ligneux par d'autres sources d'énergie est assurée</p> <p>La cellule fournit l'information liée à l'énergie domestique</p>		<p>SEE COLLECTIVITES LOCALES</p> <p>SEE CS COLLECTIVITES LOCALES SEE MAED MF</p> <p>SEE MEP CDHLPI CILSS PDU COLLECTIVITES LOCALES</p> <p>SEE MEP CDHLPI CILSS PDU COLLECTIVITES LOCALES SECTEUR PRIVE</p> <p>SEE MEP CILSS</p>	<p>Rapport sur la substitution des combustibles ligneux par d'autres sources d'énergie</p> <p>Texte créant la cellule Rapport d'activité de la cellule</p>
--	---	---	--	---	--



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 7.2 Appui institutionnel pour le renforcement des capacités de l'Etat (centrales, décentralisées et déconcentrées)</p>	<p>Accroître l'efficacité de contrôle et de gestion institutionnels du secteur des combustibles forestiers ;</p> <p>Elaborer et diffuser les textes d'application du code forestier ;</p> <p>Actualiser les critères d'accès aux ressources forestières.</p> <p>Mettre en œuvre le Plan d'Action National de Lutte contre la Désertification (PAN/LCD) ;</p> <p>Réaliser l'inventaire forestier national ; les cartographies des zones forestières, assurer la gestion et l'exploitation de cette banque de données</p>	<p>Le SEE maîtrise la filière des combustibles forestiers</p> <p>Cf7.1</p> <p>De nouvelles modalités d'accès à la ressource forestière sont définies</p> <p>Les dispositions du PAN/ LCD</p> <p>Une banque de données sur les ressources forestières est disponible</p>	<p>100 000</p>	<p>SEE MEP CILSS SEE MEP CDHLPI CILSS PDU COLLECTIVITES LOCALES SECTEUR PRIVE SEE MEP CDHLPI CILSS PDU COLLECTIVITES LOCALES SECTEUR PRIVE, CCD, CDB, CCC</p> <p>PDU, COLLECTIVITES LOCALES , SECTEUR PRIVE, CCD, CDB, CCC</p>	<p>PV de rapports</p> <p>Textes réglementaires promulgués</p> <p>Rapport de mise en œuvre</p> <p>Consultation de la banque de données</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
	<p>Améliorer l'efficacité du suivi et gestion institutionnels du secteur combustibles forestiers par le SEE Définir et mettre en œuvre une Politique active de prix relatifs des combustibles ligneux (en milieu urbain notamment) qui favoriserait la butanisation des ménages à travers une fiscalité sur les combustibles forestiers (des circuits d'approvisionnement des villes);</p> <p>Renforcer les capacités d'intervention du SEE au niveau central, et local (moyens humains, matériels, formations des ressources humaines) ;</p> <p>Asseoir une synergie des actions du SEE et du MEP</p>	<p>Cf. 7.1</p> <p>Cf. 4.2</p> <p>Cf. 1.1</p>			
<p>Objectif 7.3.</p> <p>Appui institutionnel pour le renforcement des capacités et responsabilisation des acteurs locaux, (des populations rurales, structures communales, ONG et autres Associations de base)</p>	<p>Définir et mettre en œuvre des stratégies et des programmes pédagogiques de formation thématique des acteurs locaux sur la gestion durables des ressources, l'approche participative, etc. ;</p> <p>Définir et mettre en œuvre des stratégies et des programmes d'encadrement et d'animation des acteurs locaux.</p>	<p>Les acteurs locaux participent efficacement à la gestion des ressources forestières</p>	<p>110 000</p>	<p>SEE COLLECTIVITES LOCALES PTF</p>	<p>Modules de formation Nombre de sessions de formation</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 7.4 Développement de l'offre en combustibles forestiers</p>	<p>Elaborer et mettre en œuvre un plan global de développement forestier comprenant une typologie de zones forestières affectées à des fonctions Economiques ?</p> <p>Elaborer, mettre en œuvre et suivre l'utilisation des outils de gestion rationnelle des ressources forestières ?</p> <p>Elaborer, mettre en œuvre et suivre un Programme d'Amélioration de l'Efficacité énergétique et économique de la carbonisation ;</p> <p>Promouvoir les investissements privés dans le secteur des combustibles ligneux ;</p> <p>Elaborer et mettre en œuvre et suivre un programme national de reboisement à des fins énergétiques autour des villes pour assurer et développer la réalisation de ceintures vertes et des bassins d'approvisionnement en combustibles ligneux</p>	<p>Cf. 7.2 L'approvisionnement en combustibles ligneux des villes et villages est assuré</p>	500 000	<p>CDHLCPI, SEE, MEP, COLLECTIVITES LOCALES, PTF CILSS PDU</p>	<p>Superficies reboisées</p> <p>Rapports sur l'approvisionnement combustibles ligneux</p>
<p>Objectif 7.5. Politique globale étatique de développement économique et social et de lutte contre la pauvreté</p>	<p>Définir et mettre en œuvre des microprojets pour l'accroissement des opportunités d'emplois productifs rétribués au profit des populations pauvres des milieux rural et périurbain ;</p> <p>Encourager les AGR de nature à préserver les combustibles forestiers</p>	<p>L'emploi est amélioré</p> <p>La pression sur les combustibles ligneux est levée</p>	100 000	<p>CDHLCPI SEE MEP COLLECTIVITES LOCALES PDU PTF</p>	<p>Nombre d'emplois créés</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 7.6. Réduction de la demande sur les combustibles forestiers</p>	<p>Définir et mettre en œuvre un Programme National d'Accroissement de l'Efficacité énergétique et économique d'utilisation des combustibles forestiers par la diffusion des Foyers Améliorés, après réexamen et revue critiques des stratégies et expériences passées ;</p> <p>Poursuivre et renforcer la politique de butanisation des ménages, avec des variantes de la demande (Urbain et rural)</p> <p>Définir et mettre en œuvre une Politique active de prix relatifs aux combustibles ligneux (en milieu urbain notamment) qui favoriserait la butanisation des ménages à travers une fiscalité sur les combustibles forestiers (des circuits d'approvisionnement des villes) comme un véritable instrument de politiques énergétique et forestière et non comme un simple instrument de politique budgétaire)</p>	<p>L'économie d'énergie est réalisée</p> <p>La substitution du ligneux par le butane est améliorée</p> <p>La politique de fiscalité forestière contribue à la substitution des combustibles ligneux par le gaz butane</p>		<p>CDHLPI SEE MEP COLLECTIVITES LOCALES PTF</p> <p>SOMAGAZ SEE SECTEUR PRIVE SOCIETE CIVILE</p> <p>SOMAGAZ SEE, MCAT SECTEUR PRIVE SOCIETE CIVILE PTF</p>	<p>Rapport du niveau de prélèvement</p> <p>Taux du gaz butane par zone</p> <p>Textes promulgués Rapport sur l'évolution des prix des combustibles ligneux</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 7.7</p> <p>Stratégie et Programme de Communication, d'Information et de Sensibilisation du secteur privé</p>	<p>Maîtriser la gestion technique et économique des centres de stockage du gaz butane</p> <p>Définir les orientations de la poursuite et du renforcement de la politique de promotion de la diffusion du gaz butane, notamment en milieu rural et dans les petites villes encore en reste.</p> <p>Créer une structure chargée du volet IEC au sein de la Cellule de Maîtrise des Combustibles domestique du MEP</p>	<p>Les centres de stockage du gaz butane sont performants</p> <p>Amélioration des capacités de stockage et de conditionnement du gaz butane</p> <p>Le gaz butane est largement diffusé dans les centres ruraux et semi urbains</p> <p>Accroissement de la demande nationale en gaz butane</p> <p>Amélioration du cadre institutionnel</p> <p>La cellule diffuse l'information liée à la politique de butanisation</p>		<p>SOMAGAZ, MEP, SECTEUR PRIVE,</p> <p>SOMAGAZ MEP SECTEUR PRIVE,</p> <p>SOMAGAZ MEP SECTEUR PRIVE SOCIETE CIVILE CILSS</p>	<p>Rapport d'étude Rapports d'activités des centres</p> <p>Rapports d'étude</p> <p>Quantité de gaz vendue dans les centres ruraux et semi urbains</p> <p>Bulletins d'information</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 7.8. Appui institutionnel pour le renforcement des capacités du MEP (DH, CMECD, CH) ;</p>	<p>Définir et mettre en œuvre une campagne de sensibilisation et de formation des acteurs du secteur privé pour la maîtrise de la gestion technique des centres de stockage du gaz butane Impulser, coordonner et suivre la multiplication des mini centres de stockage et de dépôts pour approcher davantage le gaz butane des consommateurs et limiter l'utilisation de camions citernes mobiles Impulser, coordonner et suivre la multiplication des intervenants dans le domaine de l'importation et la gestion des stocks d'emballage en bouteille de gaz butane</p> <p>Définir et mettre en œuvre une politique des prix promotionnel des équipements utilisateur de gaz butane</p> <p>Réaliser des enquêtes de consommation de gaz butane notamment en milieu rural et semi urbain</p>	<p>Le secteur privé est formé et informé sur la gestion des centres de stockage du gaz butane</p> <p>Le circuit de stockage est sécurisé</p> <p>Les filières d'importation et de gestion des stocks d'emballage en bouteilles de gaz butane est maîtrisé et sécurisé</p> <p>Les équipements de gaz butane sont accessibles</p> <p>Le profil de consommation des ménages est caractérisé</p>	600 000	<p>SOMAGAZ, SECTEUR PRIVE, SOCIETE CIVILE</p> <p>SOMAGAZ, SECTEUR PRIVE, , SOCIETE CIVILE</p> <p>SOMAGAZ, SECTEUR PRIVE, , SOCIETE CIVILE</p> <p>SOMAGAZ, SECTEUR PRIVE, , SOCIETE CIVILE, ,</p> <p>SOMAGAZ, SECTEUR PRIVE, , SOCIETE CIVILE, MF</p>	<p>Stratégie de sensibilisation et de formation Modules de formation</p> <p>Nombre de centres de stockage Rapport d'étude de faisabilité</p> <p>Qualité des bouteilles de gaz Nombre de bouteilles importées Rapport d'étude sur la gestion de; bouteilles de gaz</p> <p>Rapport d'étude sur le revenu des équipements des ménages Nombre d'équipements vendus</p> <p>Rapport d'étude</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
	<p>Réaliser une étude économique de la gestion du gaz butane et ses potentialités de combustibles ligneux par le gaz butane</p> <p>Restructurer la SOMAGAZ pour améliorer sensiblement l'efficacité économique et financière de sa gestion technique et la préparer aux libéralisations partielles ou totales de la filière gaz butane</p> <p>Définir et mettre en œuvre une politique de prix du gaz butane afin de favoriser la diffusion du gaz butane auprès des ménages à revenu modeste</p> <p>Asseoir une synergie des actions du SEE et du MEP pour le développement conjoint du secteur du combustible et du gaz butane</p>	<p>Les potentialités de substitution des combustibles ligneux par le gaz butane sont caractérisées</p> <p>La Somagaz est fonctionnel et se positionne mieux vis-à-vis du marché et de la filière gaz butane</p> <p>Le gaz butane est accessible aux revenus modestes Une nouvelle tarification est élaborée</p> <p>Une coordination des politiques du MH du SEE est réalisée</p>		<p>MEP SOMAGAZ, SECTEUR PRIVE, , SOCIETE CIVILE, ,</p> <p>SEE, MEP SECTEUR PRIVE, SOCIETE CIVILE</p> <p>SEE, MEP SECTEUR PRIVE, SOCIETE CIVILE</p> <p>SEE, MEP, SECTEUR PRIVE, SOCIETE CIVILE</p>	<p>Base de données réalisée</p> <p>Rapport sur la consommation en énergie domestique des centres ruraux et semi urbains</p> <p>Rapport d'études</p> <p>Rapport d'étude</p> <p>Nombre d'opérateurs privés intervenants dans la filière</p> <p>Textes réglementaires Rapports d'étude</p> <p>Protocole de collaboration PV de réunion</p>
<p>Objectif 7.9</p> <p>Appui institutionnel pour l'implication et le renforcement des capacités du secteur privé ;</p>	<p>Favoriser à terme l'approvisionnement du pays en gaz butane à des prix compétitifs et promouvoir la concurrence (Réduire le monopole de la SOMAGAZ dans ce domaine et favoriser l'implication du secteur privé national et international professionnel) par la mise en œuvre d'un Programme de soutien au renforcement des capacités techniques et</p>	<p>Le gaz butane est accessible sur tout le territoire national et est accessible à bas prix Des opérateurs privés interviendront dans la filière gaz butane</p>		<p>SOMAGAZ, SEE, SECTEUR PRIVE SOCIETE CIVILE, MEP, MF</p> <p>SOMAGAZ, MEP, SECTEUR PRIVE, S , , CILSS</p>	<p>Rapport d'étude sur le profil de consommation et tarification du gaz butane</p> <p>Nombre de bouteilles vendues</p> <p>Nombre d'opérateurs privés dans la filière</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
	<p>financières du secteur privé ; Définir et mettre en œuvre un Programme d'information, de sensibilisation et de formation des acteurs du secteur privé pour la maîtrise de la gestion technique et économique des centres de stockage du gaz butane ;</p> <p>Promouvoir la diversification et la multiplication des opérateurs privés dans le domaine du stockage et conditionnement du gaz butane et en réduire le monopole de la SOMAGAZ dans le domaine à travers un programme de soutien au renforcement des capacités techniques et financières du secteur privé ;</p> <p>Définir et mettre en œuvre un Programme de soutien au secteur privé pour le développement de ses capacités techniques et financières pour la multiplication des mini centres privés de stockage et des dépôts de distribution et pour l'importation et la gestion des stocks d'emballages en bouteilles de gaz butane afin de faire face à l'accroissement de la demande de gaz butane, au renouvellement des bouteilles déclassées et à la constitution de stocks outils et de sécurité ; Spécialiser le parc de véhicules pour le transport et la distribution du gaz butane selon les normes de sécurité</p>	<p>Les opérateurs privés sont formés sur la question des centres de stockage du gaz butane</p> <p>Le monopole de la Somagaz est réduit Des opérateurs privés interviennent dans la filière Les opérateurs privés sont appuyés</p> <p>Les opérateurs privés sont intégrés dans la filière gaz butane et leurs compétences et moyens renforcés</p> <p>Un nouveau parc de véhicules de transport est acquis et la distribution est sécurisée</p>	700 000	<p>SOMAGAZ</p> <p>MEP,</p> <p>SECTEUR PRIVE</p> <p>CILSS</p> <p>SOMAGAZ</p> <p>MEP</p> <p>SECTEUR PRIVE</p> <p>CILSS</p>	<p>Modules de formation</p> <p>Rapport d'étude</p> <p>Textes réglementaires élaborés et promulgués</p> <p>Nombre d'intervenants dans la filière</p> <p>Nombre de centres de stockage gérés par les opérateurs privés</p> <p>Rapport sur les performances des opérateurs privés</p> <p>Nombre de véhicules sécurisés</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 7.10</p> <p>Accroissement de l'offre de gaz butane et à réduire la demande de combustibles forestiers</p>	<p>Soutenir davantage la croissance de la demande de gaz butane (pour plus d'impact positif sur l'environnement forestier) par la maîtrise des approvisionnements en gaz butane sur le marché mondial.</p> <p>Promouvoir l'implication du secteur privé pour la multiplication des mini centres de stockage et des dépôts de distribution (pour la distribution visé en premier lieu les stations service de vente de carburants) ;</p> <p>Réduire le monopole de la SOMAGAZ et favoriser la participation des privés pour la constitution et la gestion des stocks d'emballage en bouteilles ;</p> <p>Définir et mettre en œuvre une politique de prix promotionnel des équipements utilisateur de gaz (bouteilles et accessoires</p> <p>Poursuivre et renforcer la politique de promotion de la diffusion du gaz butane, notamment en milieu rural et les petites villes</p> <p>Définir et mettre en œuvre une Politique de prix du gaz butane qui favoriserait la diffusion du gaz butane auprès des ménages à revenus modestes à très modestes (milieu rural et</p>	<p>La demande de gaz butane est satisfaite à des prix maîtrisés Cf7.9</p> <p>Cf7.8 Cf7.8</p> <p>Cf7.8 Cf7.8</p>	<p>200 000</p>	<p>SOMAGAZ, MEP SECTEUR PRIVE, CILSS BAD</p>	<p>Bulletin sur la tarification Rapport d'étude</p> <p>Document de structures des prix des équipements de butane</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
Objectif 7.11 Promotion des énergies solaires et éoliennes	<p>Mettre en œuvre, à travers l'ADER, d'un pôle d'animation et de vulgarisation des technologies ; des essais sur le terrain des prototypes (fours solaires, chauffe-eau solaire, distillateurs solaires, charge batterie, séchoirs solaires, etc.)</p> <p>Poursuivre la recherche /développement sur les volets viabilité et acceptabilité.</p>	<p>Les bonnes expériences sous régionales et nationales sont valorisées</p> <p>Les possibilités et formes de Capitaliser les expériences nationales et sous régionales en valorisation des énergies solaires et éoliennes sont connues</p>	350000	<p>MEP, MMI, APAUS PTF SOCIETE CIVILE, UNIVERSITE DE NOUAKCHOTT, BAD, BID</p> <p>MEP, CILSS, , UNIVERSITE, BAD</p>	<p>Rapport scientifique</p> <p>Rapports d'études</p>
Objectif 7.12. Promotion des autres sources d'énergie et diminution de la demande de Combustible	<p>Capitalisation des expériences sous régionales en la matière, production des briquettes carbonisées de «Typha »</p> <p>poursuivre la Recherche / développement pour une large connaissance des possibilités d'utilisation du « Typha » comme combustible de substitution aux combustibles forestiers en Mauritanie (études économiques et techniques, viabilité et acceptabilité).</p> <p>Poursuivre la Recherches / développement pour une large connaissance de la filière tourbe en Mauritanie</p>	<p>Les possibilités de valorisation de typha sont connues</p> <p>Les essais sont réalisés</p> <p>Les bonnes expériences sous régionales et nationales sont valorisées</p> <p>Le potentiel naturel en tourbe est connu</p> <p>L'expérience sous régionale est valorisée</p> <p>La production de tourbe est assurée</p> <p>Le potentiel en pétrole lampant est connu</p> <p>La recherche est mise à profit pour opérationnaliser la consommation énergétique</p> <p>Promotion du Kérosène est assurée</p>	500 000	<p>MEP, MMI, SOCIETE CIVILE, UNIVERSITE DE NOUAKCHOTT, BAD, BID</p> <p>MEP, SEE, , UNIVERSITE, BAD ,</p> <p>MEP, , BAD, UNIVERSITE, SOCIETE CIVILE MEP, , CILSS BAD, SOCIETE CIVILE, COLLECTIVITES LOCALES</p> <p>MEP, MMI.SOCIETE CIVILE, UNIVERSITE DE NOUAKCHOTT, BAD, BID, ADER, UE</p>	<p>Rapport scientifique</p> <p>Rapport d'activité</p> <p>Nombre de briquettes de Typha vendues</p> <p>Quantité de tourbe produite</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
	<p>Installer une unité pilote de production de charbon de tourbe de 0,5 tonne par jour pour tester la chaîne de production (dessablement, briquetage, carbonisation), tester l'acceptabilité du charbon de tourbe et jeter les bases des compagnes futures de promotion du produit</p> <p>Promouvoir le pétrole lampant Poursuivre la Recherche / développement pour une large connaissance sur les possibilités réelles de substitution du pétrole lampant aux combustibles forestiers ; Initier un projet pilote de promotion du kérosène en Mauritanie .</p>			<p>MEP MMI .SOCIETE CIVILE, UNIVERSITE DE NOUAKCHOTT, BAD , BID, FLM, OMVS</p> <p>MEP, MMI, SOCIETE CIVILE, UNIVERSITE DE NOUAKCHOTT, BAD, BID, OMVS</p>	<p>Rapport d'étude Nombre d'essais</p> <p>Rapports techniques</p> <p>Rapports technique set scientifiques</p> <p>Vente de Kérosène</p> <p>Rapport d'étude</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

**AXE OPERATIONNEL 8.
FAVORISER L'ACCES DURABLE A UNE EAU POTABLE ABORDABLE**

<p>Objectif 8.1 : l'amélioration des connaissances sur les ressources par la conduite d'études et la mise en place de dispositifs de suivi et de prévisions.</p>	<p>Mettre en place une stratégie fondée sur des critères simples, adaptés aux conditions locales et permettant d'améliorer progressivement les connaissances sur les ressources hydriques.</p>	<p>L'état des connaissances des ressources hydriques s'est amélioré et il existe une démarche et des mécanismes de partage de l'information sur ces ressources.</p>	500 000	<p>MH, CNRE, DA, PTF,</p>	<p>Rapport sur l'évaluation de l'état des connaissances des ressources hydriques</p> <p>Quantités d'eau disponibles et prélevées connues</p> <p>Rapports piézométriques</p> <p>Mesures par nappe et par bassin</p>		
	<p>Identifier, utiliser et traiter l'information existante de façon globale ;</p>	<p>Les informations sur les ressources hydriques sont en grande majorité répertoriées, classées et facilement accessibles.</p>				<p>CNRE, ANEPA, DAR COLLECTIVITES, AFD, PTF,</p>	<p>Base de données sur l'Eau bien classifiée et organisée</p> <p>Rapport sur l'état de la ressource</p>
	<p>Mettre en place au CNRE un système de collecte des données relatives à la mise en valeur des ressources en eau de surface et souterraine.</p> <p>Identifier et de définir des programmes de mise en place de nouveaux équipements de mesure tant sur les eaux de surface que sur les eaux souterraines;</p> <p>Mettre en place des mécanismes de collecte et de traitement de données ainsi que des mécanismes de publications des informations (système d'alerte précoce, catalogues, annuaires, etc.).</p>	<p>La base de données du CNRE est en permanence alimentée et mise à jour.</p> <p>Des instruments de mesure performants sont installés et suivi</p> <p>Les méthodologies de suivi en vigueur au CNRE sont renforcées et optimisées et une publication sur l'état de la ressource hydrique est publiée régulièrement</p>				<p>MH CNRE DAR</p> <p>MH CNRE</p>	



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 8.2 : renforcement des capacités nationales pour une gestion durable des ressources en eau et de leur équipement d'exploitation</p>	<p>Participer à l'élaboration d'un schéma directeur national de l'eau</p> <p>Participer à l'élaboration et mise en œuvre de schémas régionaux d'aménagement du secteur de l'eau ;</p> <p>Diffuser des programmes d'information, d'éducation et de formation à l'intention des populations, des opérateurs/gestionnaires des réseaux AEP, des membres des Comités de Gestion de Points d'Eau, des Associations d'Usagers, des groupements d'artisans, ainsi que les consultants nationaux, des ONG, des associations d'animateurs impliquées dans le domaine de l'hydraulique rurale,</p> <p>Développer des programmes de formation spécifiques pour renforcer les petites sociétés privées tels que les bureaux d'études nationaux, les entreprises intervenant dans la distribution, la maintenance et l'entretien des équipements d'exhaure (thermique éolien, PMH solaire) et de leurs éléments constitutifs.</p> <p>Faire participer les fonctionnaires de l'Etat (ingénieurs, techniciens, juristes, gestionnaires, économistes, sociologues, environnementalistes, etc.) à des programmes de formation</p>	<p>Des outils de gestion et de planification de l'Eau sont disponibles à l'échelle locale et nationale.</p> <p>Les gestionnaires d'AEP sont formés et une culture en matière d'hydraulique s'est installée.</p> <p>Les réparations et dépannages sont devenus plus rapides et une meilleure offre technique est disponible à l'intérieur du pays.</p> <p>Plusieurs réseaux thématiques « Eau » sont actifs et des foras sont régulièrement tenus autour des différentes questions liées à la ressource.</p>	<p>200 000</p>	<p>MH, MAED, SEE CNRE ANEPA DHA COLLECTIVITES PTF</p> <p>ANEPA, UE, ONGS, COLLECTIVITES</p> <p>ONGS, SYNDICATS, ANEPA, CNRE, DHA, DAR, CNH, , PTF</p>	<p>Schéma directeur de l'Eau Nombre de gestionnaires d'AEP formés</p> <p>Délais de réparations des équipements</p> <p>Nombre de concertations</p> <p>Nombre de participants</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 8.3</p> <p>Le renforcement du cadre normatif, législatif et réglementaire</p>	<p>Finaliser les décrets d'application du nouveau Code de l'Eau</p> <p>Participer à l'élaboration de normes relatives aux ouvrages et aux prélèvements sur les ressources en eau.</p> <p>Participer à l'élaboration de procédures et diffusion de guides pour la conduite d'études d'impacts sur les ressources en eau et l'environnement.</p> <p>Participer à l'élaboration de normes d'assainissement relatives aux rejets industriels</p>	<p>Les décrets d'application du Code de l'Eau sont signés et mis en application.</p> <p>Des directives et des méthodes normalisées sont vulgarisées et mises régulièrement à jour.</p> <p>Des normes nationales de rejets sont définies et un suivi rigoureux est mis en place.</p>	<p>50.000</p>	<p>MH PRIMATURE DLTJO PARLEMENT</p> <p>CNRE CNH</p> <p>DHA DMG UNIVERSITE SOCIETE CIVILE</p>	<p>Publication au JO</p> <p>Publication de recueils de normes et de directives</p> <p>Publication de normes de rejets</p> <p>Nombre de cas de rejets dans l'Eau</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
Objectif 8.4 L'appui au cadre institutionnel nouvellement mis en place pour que chaque institution joue pleinement le rôle qui lui est défini	<p>Participer au renforcement de la DHA, du CNRE et de l'ANEPA Mettre en place de programmes d'appuis techniques et administratifs</p> <p>Harmoniser et de coordonner les activités de l'ensemble des acteurs parapublics dans le domaine de l'eau afin d'éviter des "chevauchements" dans les action menées auprès des populations souvent avec des méthodologies d'intervention différentes.</p>	<p>Les institutions en charge de l'Eau sont renforcées et jouent bien les rôles qui leur sont assignés. Chaque partie prenante à l'Eau s'occupe de missions précisément assignées et les chevauchements initialement assignés sont corrigés.</p>	10.000	PRIMATURE DLTJO CNRE CNH DHA	Nombre de cas de conflits de compétences entre institutions Nombre de cas d'arbitrages
Objectif 8.5 L'appui à la mise en place de structures nationale, régionale et locale pour une gestion et maintenance durables des équipements de l'hydraulique rurale	<p>Participer à l'élaboration et mise en œuvre de schéma de gestion et de maintenance des équipements de l'hydraulique rurale.</p>	<p>Les équipements d'hydraulique rurale sont bien entretenus grâce à une offre de service nationale et les pertes dues aux moyens d'exhaure sont amoindries.</p>	100 000	ANEPA COLLECTIVITES LOCALES GIES ONGS	Fréquence des pannes des équipements d'hydraulique rurale ; Volumes des pertes inhérents aux moyens d'exhaure.
Objectif 8.6 Information et sensibilisation sur les risques de pollution des eaux souterraines et superficielles	<p>Créer un cadre de concertation et d'information sur l'impact des rejets industriels sur l'ensemble des ressources naturelles dont la ressource en eau ;</p> <p>Sensibiliser la population et les autorités aux risques d'utilisation massive des polluants chimiques et les normes de lutte (préventive et curative)</p>	<p>Le cadre d'information et de concertation sur les pollutions chimiques est opérationnel.</p> <p>L'éducation environnementale sur la pollution chimique des eaux est améliorée</p>	20 000	CNRE CNH DAR DMG UNIVERSITE PTF	Publications de comptes rendus Nombre de cas de pollution Nombre de personnes ayant subi une éducation sur le thème



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 8.7.</p> <p>Lutte contre les rejets chimiques pouvant mettre en danger les eaux superficielles et souterraines</p>	<p>Mettre au point des techniques et méthodes de lutte intégrée appropriées pour réduire l'utilisation des pesticides</p> <p>Créer une banque de données pouvant contribuer à la gestion des produits chimiques</p> <p>Mettre en place un procédé d'incinération des huiles usagées</p> <p>Contrôler les pesticides aux frontières</p> <p>Fixer des normes nationales homologuées en matières de rejets industriels ;</p> <p>Mener des investigations complémentaires en vue de renforcer la sécurité vis-à-vis de certains procédés industriels particulièrement nocifs et controversés (l'extraction aurifère à base de cyanure)</p>	<p>L'utilisation des pesticides est réduite au minimum et les cas d'intoxication deviennent de plus en plus rare.</p> <p>Des informations sur les produits chimiques et leurs effets sont accessibles par les techniciens. Les produits chimiques nocifs sont caractérisés et répertoriés dans le système informatique douanier « SYDONIA » les flux sont maîtrisés et les produits interdits tel que le DDT ne rentrent plus dans le territoire. Des directives et normes relatives aux rejets industriels sont établies. Des recherches complémentaires permettent d'atténuer et d'amoindrir au minimum les impacts des cyanures et plusieurs mesures d'accompagnement ont été mises en œuvre.</p>	100 000	<p>CNRE CNH DAR DMG UNIVERSITE DGD MCAT PTF</p>	<p>Recueils de techniques et méthodes</p> <p>Fréquence de rejets chimiques</p> <p>Publication de recueils de normes</p> <p>Statistiques douanières</p> <p>Procès verbaux de saisie et destruction</p> <p>Mesures d'ambiance des teneurs de composés cyanures aux alentours sur les sites d'extractions</p>
<p>Objectif 8.8</p> <p>Amélioration de l'approvisionnement et la maintenance des équipements hydrauliques en milieu urbain</p>	<p>Améliorer l'approvisionnement en eau des quartiers périphériques</p> <p>Renouveler le réseau vétusté d'adduction d'eau</p> <p>Protéger les conduites et accessoires contre la corrosion en phase de construction et d'exploitation</p>	<p>Lès quartiers périphériques sont desservis en permanence en eau potable.</p> <p>Les conduites des réseaux d'adduction sont en permanence en bon état et les pertes en réseau sont réduites</p> <p>La pression du service est optimisée</p>	250 000	<p>DHA CNRE CNH DAR COLLECTIVITES SNDE PTF</p>	<p>Nombre de raccordements individuels et de fontaines publiques sur le réseau</p> <p>Fréquence des interventions de maintenance</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 8.9 Suivi de la qualité et de la sécurité de l'eau</p>	<p>Surveiller en permanence la qualité des eaux consommées Evaluer l'impact des modes de transport et de stockage Impliquer les collectivités et les ONGs</p>	<p>L'eau de distribution répond aux normes de potabilité de l'OMS</p>	<p>15.000</p>	<p>CNRE CNH UNIVERSITE COLLECTIVITES ONGs</p>	<p>Nombre de maladies hydriques Qualité bactériologique et chimique de l'Eau Normes de potabilité OMS</p>
<p>Objectif 8.10 Education et sensibilisation sur la consommation rationnelle</p>	<p>Sensibiliser les différents acteurs sur la gestion rationnelle de la consommation dans le contexte spécifique de la Mauritanie (rareté, pénurie, quartiers précaires, manque d'assainissement, hygiène....) Impliquer les collectivités et les ONGs dans la gestion de la ressource eau</p>	<p>les usagers consomment d'une manière rationnelle. La gestion de la ressource en eau est participative</p>		<p>SNDE DHA CNRE CNH ANEPA COLLECTIVITES ONGs UNIVERSITE PRESSE</p>	<p>Tarifs en vigueur par mètre cube Nombre et type d'acteurs sociaux impliqués</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

**AXE OPERATIONNEL 9.
FAVORISER L'ACCES A L'ASSAINISSEMENT**

<p>Objectif 9.1</p> <p>Amélioration de l'assainissement liquide en milieu urbain</p>	Mettre en application le Code de l'Hygiène	L'ensemble des dispositions du Code de l'Hygiène est appliqué	1 200 00C	DH	Nombre de réseaux opérationnels
	Interdire de drainer les eaux usées hospitalières dans les réseaux d'égouts prévus pour les eaux usées domestiques	les eaux usées hospitalières sont discriminées des réseaux d'eau usée domestique.		CNH-CHN MSAS/DPS SNDE	Nombre de raccordements au réseau d'assainissement
	Instaurer des normes d'assainissement individuels particulièrement dans les nouveaux quartiers	les normes définies sont appliquées		COLLECTIVITES SNDE DBHU SOCOGIM ADU / AMEXTIPE	Nombre de lots viabilisés et occupés
	Elaborer d'une manière concertée une stratégie nationale pour l'Assainissement liquide	Une stratégie, nationale pour l'assainissement est élaborée et mise en œuvre de manière participative		DCL, DHA ADU CDHLCPI ONGs,	Nombre de latrines douches installées
	Impliquer les Communes urbaines dans la problématique de gestion des eaux usées municipales ;	Les communes jouent leur rôle assigné statutaire de premier plan dans la gestion de l'assainissement.		DCL COLLECTIVITES LOCALES	Nombre de pathologies liées au péril fécal
					Rendements épuratoires en termes d'abattement bactérien (coliformes fécaux et totaux et flore totale) et chimique (DB05, DCO, COT, etc..)



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
	<p>Dimensionner des stations d'épuration à hautes performances épuratoires, à faibles coûts et appropriées aux conditions climatiques locales.</p> <p>Rendre possible la création de micros entreprises d'entretien et de valorisation du patrimoine immobilier que sont les latrines douches.</p> <p>Créer les conditions d'un marché de construction et d'entretien des latrines douches ;</p> <p>Renforcement des capacités de institutions mandatées pour l'assainissement liquide et notamment la DHA et le CNH.</p> <p>Favoriser la complémentarité entre l'assainissement liquide et l'agriculture urbaine par la mise à disposition de cette dernière d'une eau usée épurée conforme à la catégorie B de la FAO et recevable pour les fins d'irrigation.</p> <p>Elaborer et mettre en œuvre un projet d'assainissement des grandes villes, basé sur la collecte séparative des eaux usées.</p>	<p>Plusieurs stations d'épuration sont opérationnelles et le lagunage naturel a permis d'atteindre des seuils importants de rendement épuratoire</p> <p>Les latrines douches deviennent un créneau porteur largement rencontré dans les grandes villes du pays</p> <p>Les métiers liés à l'assainissement se développent considérablement</p> <p>Les institutions en charge de l'assainissement disposent de compétences dans les domaines techniques ainsi que de matériel nécessaire</p> <p>La réutilisation des eaux usées municipales traitée est favorisée (Projet Assainissement liquide)</p>	1 200 000	<p>SNDE DA DH CNH UNIVERSITE PTF</p> <p>DHA SNDE CDHLCPI DA/SEE</p> <p>DHA CNH</p> <p>PTF</p>	<p>Nombre d'opérateurs engagés dans cette filière</p> <p>Analyse microbiologiques et chimiques des eaux d'irrigation et des produits de l'agriculture urbaine.</p> <p>Données sur la production agricole urbaine</p> <p>Rapport sur la qualité de l'assainissement</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
Objectif 9.2 Promotion de mesures d'assainissement de base en milieu rural	<p>Contrôler et promouvoir l'hygiène dans les lieux publics en milieu rural et semi urbain</p> <p>Consolider les projets d'atténuation des impacts de rejets Aménager des infrastructures sanitaires de bases telles que latrines traditionnelles améliorées, latrines à fosse ventilée et puits filtrant pour les eaux usées dans les villages et dans les écoles</p>	<p>L'hygiène devient respectée dans les lieux publics en milieu rural et semi rural</p> <p>L'utilisation des latrines en tant que bonne pratique environnementale dans le milieu rural et semi urbain et notamment dans les écoles les eaux usées traitées ainsi que les produits issus de leur traitement contribuent comme intrants à l'expansion de l'agriculture et à l'amélioration de sa productivité.</p>	80.000	<p>DHA ANEPA CDHLCPI DA/SEE CNH DCL DATAR ONGs</p>	<p>Taux d'installation de fosses septiques</p> <p>Fréquence des pathologies liées au péril fécal</p>
Objectif 9.3 Promotion de l'assainissement solide	<p>Mettre en œuvre la Stratégie de Gestion des Déchets Solides de Nouakchott (SGDS)</p> <p>Mettre en application le code de l'hygiène</p> <p>Organiser les filières spécifiques pour les rejets solides spéciaux (biomédicaux et industriels) dans l'espace urbain et obliger leurs producteurs à disposer de plans de gestions spécifiques et vérifiables ;</p> <p>Former des opérateurs sur la gestion écologiquement viable des rejets solides;</p> <p>Décourager l'utilisation abusive des emballages plastiques</p>	<p>La problématique des rejets solides à Nouakchott est solutionnée d'une manière durable.</p> <p>Les dispositions coercitives du Code permettent une amélioration notoire du comportement des populations urbaines</p> <p>Les rejets biomédicaux et industriels sont gérés d'une manière rigoureuse et ne représentent plus un danger potentiel pour la santé publique des habitants de la ville.</p> <p>Les résidus plastiques deviennent rares dans les dépôts de transit et les décharges</p>	120 000	<p>CUN - CNH - ADU- PDU DPS</p> <p>DLJO CNH SEE DBHU COMMUNES CDHLCPI</p> <p>OPERATEURS PRIVES BANQUE MONDIALE PRIMATURE MSAS PARLEMENT POLICE</p>	<p>Quantité de déchets solides produits et collectés par jour</p> <p>Taux de plastique dans les rejets solides</p> <p>Fréquence des dépôts en infraction</p> <p>Nombre d'incinérateurs opérationnels par établissement hospitalier</p> <p>Evolution de la capacité des centres d'enfouissement technique (CET)</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
	<p>créer un cadre économique et écologique viable pour le recyclage des produits plastiques</p> <p>Promouvoir le partenariat public privé comme nouvelle approche Utiliser une panoplie de mesures incitatives et dissuasives</p>	<p>le recyclage des résidus plastiques Est devenue une bonne pratique et s'est développé au sein de plusieurs agglomérations urbaines</p> <p>Un véritable partenariat public privé pour l'environnement est créé.</p> <p>L'observatoire de l'environnement urbain fonctionne et permet un échange permanent sur les différentes questions d'intérêt environnemental et l'accès à l'information environnementale fiable est facilité.</p>		<p>CDHLCPI - PDU DAS/MSAS PTF ONGs</p> <p>PTF ONGs PRIVE COLLECTIVITES LOCALES</p>	<p>Taux de recyclage des plastiques</p> <p>Nombre d'unités de recyclage</p> <p>Pourcentage d'industries d'emballages autres que plastiques</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

**AXE OPERATIONNEL 10.
FAVORISER L'ACCES DURABLE A L'EAU COMME FACTEUR DE PRODUCTION
(Agriculture urbaine, Agriculture Irriguée, Agriculture Oasienne, Parcours Pastoraux et Eau à usage Industrielle)**

<p>Objectif 10.1 Amélioration de la productivité de l'agriculture urbaine dans le respect de l'environnement</p>	<p>Permettre aux jardiniers (ils sont encore irrecevables comme abonnés) de s'abonner en eau auprès de la SNDE, dès l'exécution du Projet Aftout en juillet 2007 pour éviter les prélèvements illicites.</p>	<p>Les agriculteurs du milieu urbain se sont abonnés en eau et reçoivent les volumes nécessaires à l'irrigation des parcelles qu'ils cultivent et sortent de la situation de clandestinité antérieure. Les intrants agricoles sont mis à disposition des agents et la production atteint des seuils importants représentant un véritable pilier de la sécurité alimentaire</p>		<p>SNDE DE CDHLCPI CNH FAEM</p>	<p>Nombre de jardiniers abonnés à la SNDE</p> <p>Quantités d'intrants agricoles utilisés en milieu urbain</p>
	<p>Améliorer la productivité des jardins maraîchers urbains par la mise à leur disposition d'intrants agricoles et par l'amélioration de leurs pratiques culturales</p> <p>Lutter de manière écologiquement efficiente contre les mauvaises herbes ;</p>	<p>La productivité des sols s'est améliorée</p>	60 000	<p>DE CDHLCPI CNH FAEM</p>	<p>Superficies désherbées</p> <p>Superficies dégradées</p>
	<p>Lutter contre la dégradation des sols Procéder à l'établissement d'un programme d'investissement en agriculture urbaine et à l'adoption de statuts pour l'activité</p>	<p>L'activité bénéficie de plusieurs lignes de crédit et les catégories socioprofessionnelles sont reconnues et favorisées</p>	65 000	<p>DA FAEM DRFV UNIVERSITE</p>	<p>Nombre de pathologies présumées engendrées par l'irrigation par des la présence des eaux usées hospitalières dans les eaux d'irrigation.</p>
	<p>Clarifier le statut des jardins de Sebkh</p> <p>Relancer les activités des périmètres de Tel Zaater et de Toujounine</p>	<p>L'ensemble de la problématique du périmètre agricole de Sebkh est élucidé et l'activité reprend le chemin de la productivité et la satisfaction des besoins sociaux. Tous les périmètres agricoles de Nouakchott tournent à forte productivité</p>		<p>DE CDHLCPI CNH UNIVERSITE OMS FAEM SYNDICATS</p>	<p>Nombre d'exploitants dans le périmètre de Sebkh</p> <p>Nombre de périmètres à Tel Zaatar et à Toujounine</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
Objectif 10.2 Utilisation rationnelle de l'eau au niveau de l'agriculture irriguée	Articuler le PDIAIM et le PANE Faire respecter les normes environnementales au niveau de l'agriculture irriguée	La composante environnement du PDIAIM est intégrée dans la stratégie environnementale du PANE Les normes environnementales sont respectées par les utilisateurs	50 000	SEE, MEP, , BID, PTF., SONADER, Collectivités locales	PV de réunions rapports Rapport de suivi environnement;
Objectif 10.3 Gestion efficace de l'eau au profit de l'agriculture oasienne	Mettre en œuvre les dispositions de la composante environnement du programme Oasis Mettre en place un système d'alerte sur les niveaux des nappes et la qualité de l'eau dans les zones fragiles comme l'ADRAR	La composante environnement du projet OASIS est intégrée dans le PANE Le suivi de l'utilisation de l'eau dans les milieux fragiles est assuré	750 000	MEP SEE, PROJET OASIS FIDA, Collectivités locales PTF	PV de réunions et rapport Rapports sur le niveau et la qualité de l'eau
Objectif 10.4 Disponibilité de l'eau pour améliorer l'utilisation des parcours pastoraux	Intégrer les composantes environnementales des projets stratégie environnementale du pays PADEL, PDRC dans la Définir les mécanismes de disponibilisation de l'eau au niveau des parcours	Les volets environnements des projets pastoraux sont intégrés dans le PANE Lès possibilités d'exploitation de l'eau sont définies pour l'ensemble des parcours	15 000	SEE, MEP, PADEL , , PTF	Pv de réunions et rapports Rapport d'étude



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 10.5</p> <p>Intégrer et mieux valoriser et pérenniser l'eau dans le contexte d'usage industriel</p>	<p>Evaluer et établir un bilan hydrique spécifique et propre à l'usage industriel</p> <p>Permettre une meilleure adéquation entre l'offre et la demande sur l'usage de l'eau dans les processus industriels</p> <p>Enraciner les bonnes pratiques environnementales dans le secteur de l'industrie Evaluer les droits d'accès et d'usage industriel</p>	<p>Un diagnostic est consacré aux besoins et volumes d'eau potentiellement disponibles pour les utilisations industrielles sont mieux situés et les différents scénarii par zone sont provisionnés Les besoins des unités industrielles sont satisfaits</p> <p>Les réutilisations des eaux usées résiduelles permettent d'amoinrir les coûts inhérents à la consommation</p> <p>Le Trésor public reçoit les contributions afférentes aux droits</p>	<p>12 000</p> <p>6 000</p>	<p>CNRE SNDE FIM UNIVERSITE CNRE FIM</p>	<p>Indices de disponibilité par zone publiés par le CNRE</p> <p>Nombre d'unités industrielles Consommation des unités industrielles</p> <p>Rapports sur la gestion de l'eau à usage industrielle</p> <p>Droits d'accès reversés au CNRE et au Trésor</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

<p style="text-align: center;">AXE OPERATIONNEL 11. DEVELOPPEMENT URBAIN</p>					
<p>Objectif 11.1</p> <p>Assurer l'intégration de l'environnement et du développement Durable dans la planification de la politique urbaine</p>	<p>Mettre en place un ou plusieurs observatoires de l'environnement urbain pouvant faire office de systèmes d'information environnementale urbaine</p> <p>Publier un manuel d'intégration des dimensions environnementales dans la politique de gestion de l'espace urbain Réévaluer les dimensions environnementales des SDAU déjà élaborés</p> <p>Élaborer un agenda 21 local pour chacune des communes urbaines</p> <p>Procéder à une déclinaison du PDU au niveau de chacune des douze villes</p>	<p>Les caractéristiques environnementales du développement urbain sont mieux connues grâce au système d'information environnementale</p> <p>Le développement urbain respecte l'environnement</p> <p>Une véritable culture de développement durable existe dans chaque capitale de wilaya les villes intérieures connaissent un développement harmonieux accompagnant la mise en œuvre des agendas 21 locaux</p>		<p>ADU DBHU ODHD CUN PTF SEE SOCIETE CIVILE SECTEUR PRIVE</p>	<p>Schémas directeurs de l'aménagement urbain Nombre d'agenda 21 locaux Rapports d'évaluation</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

<p>Objectif 11.2</p> <p>Généralisation des études d'impacts environnementaux dans les stratégies de développement en milieu urbain conformément à la loi cadre sur l'environnement</p>	<p>Organiser une série de rencontres sur les aspects techniques des EIE en milieu urbain</p> <p>Finaliser les dispositions réglementaires Renforcer l'expertise nationale en matière d'EIE</p> <p>Renforcer le cadre institutionnel de suivi environnemental</p>	<p>Les impacts environnementaux et sociaux des projets d'aménagements réalisés dans le milieu urbain sont contrôlés</p> <p>Les capacités d'expertise nationale sont renforcées</p> <p>Le cadre institutionnel est opérationnel</p>	35 000	SEE SOCIETE CIVILE COLLECTIVITES UNIVERSITE	<p>Nombre d'EIE en milieu urbain</p> <p>Nombre d'experts en EIE</p>
<p>Objectif 11. 3</p> <p>Définition et mise en œuvre d'une stratégie d'IEC pour l'Environnement Urbain</p>	<p>Élaborer sur une base communale une stratégie d'IEC avec pour points focaux les conseillers municipaux en charge des questions environnementales Promouvoir les bonnes pratiques environnementales</p>	<p>la population est informée en permanence sur les différentes questions environnementales Le comportement vis-à-vis de l'environnement s'améliore en milieu urbain</p>	42 000	ODHD DCL SOCIETE CIVILE COLLECTIVITES UNIVERSITE	<p>Part des informations environnementales dans les bulletins municipaux Rapports d'études</p>
<p>Objectif 11. 4</p> <p>Implication de la société civile dans l'élaboration des politiques et stratégies de développement urbain et l'exécution des volets environnementaux de ces stratégies;</p>	<p>Réorienter les préoccupations de la Société Civile pour intégrer comme priorité l'action environnementale urbaine</p>	<p>La Société Civile participe à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques urbaines</p>	10 000	SOCIETE CIVILE ONGs COLLECTIVITES PTF	<p>Nombre de programmes de terrains comportant un volet environnemental mis en œuvre par la société Civile</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

AXE STRATEGIQUE 3
FAVORISER LA GESTION INTEGREE ET L'UTILISATION EFFICIENTE DES RESSOURCES NATURELLES
AXE OPERATIONNEL 12.
PRESERVATION DES RESSOURCES MARINES, DU LITTORAL ET DES PLANS D'EAU POUR LA PISCICULTURE

<p>Objectif 12.1</p> <p>Les ressources halieutiques et leur diversité biologique, en milieu marin sont conservées et gérées durablement pour une pleine contribution au développement socio économique du pays.</p>	<p>Aider à la création des instruments de veille écologique pour détecter les changements, prévenir les risques et protéger les écosystèmes, surtout les plus sensibles.</p> <p>Garantir la pérennité et l'intégrité des pêcheries industrielles et artisanales, par une rationalisation des efforts de pêche et la limitation des captures par types d'espèces.</p> <p>Renforcer la protection des zones clefs dans le cycle de vie des ressources pleinement exploitées</p> <p>Renforcer les capacités de la recherche halieutique et le partage de l'information sur l'état de la ressource</p>	<p>Définition d'un ensemble d'indicateurs écosystémiques validés permettant de caractériser et suivre les dynamiques environnementales et écologiques.</p> <p>Les pêcheries sont gérées d'une manière durable et les risques de chute de capture sont amoindris</p> <p>La surveillance est assurée pour toutes les activités de pêches et autres transactions en mer</p> <p>La recherche scientifique permet de donner à tout moment l'état de santé de la ressource</p>	<p>120 000</p>	<p>MPEM SEE IMROP DSPCM UNIVERSITE CSRP UICN PRCM PNBA PND</p>	<p>Les composantes environnementales des plans d'aménagements par filière sont établies.</p> <p>Les évaluations des potentiels halieutiques exploitables sont réactualisées régulièrement.</p> <p>Les impacts des mesures techniques sont suivis et évalués.</p>
---	--	--	----------------	--	--



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 12.2</p> <p>Prévoyance, atténuation et adaptation de l'exploitation halieutique aux impacts et risques de l'exploitation pétrolière et gazière</p>	<p>Fixer les décisions et règles de bases sur l'exploration, l'extraction et le transport des hydrocarbures compatibles avec la bonne gestion de l'environnement côtier et marin</p> <p>Elaboration et mise en œuvre des outils et stratégies sectorielles dans le but de prévoir une gestion environnementale adéquate, par l'atténuation et l'adaptation aux nouveaux aléas naissant de l'exploitation pétrolière dans l'Offshore.</p> <p>Approuver et publier des listes de substances nocives à l'environnement marin.</p> <p>Approuver et Appliquer efficacement les plans POLMAR (mer et terre) et renforcer les outils en matière de lutte contre les pollutions marines.</p> <p>Réalisation d'une étude de faisabilité en vue de la création d'un centre 'Antipol', chargé d'assurer différentes missions techniques et de conseils auprès des autorités, à la fois en temps normal et en temps de crise, en matière de préparation et de lutte contre les pollutions marines accidentelles.</p>	<p>Renforcement des textes législatifs et réglementaires visant à protéger l'environnement marin.</p> <p>Les nouveaux risques inhérents à l'exploitation pétrolière sont contrôlés et le milieu marin est par conséquent préservé.</p> <p>Des listes de substance nocives sont publiées en permanence ;</p> <p>Le plan POLMAR est efficacement appliqué et les outils en matière de lutte contre les pollutions marines</p> <p>Le centre 'Antipol', est crée, puis doté des moyens nécessaires.</p>	<p>430 000</p>	<p>SEE MPEM IMROP DSPCM UNIVERSITE UICN PRCM ONGs Professionnels Sociétés pétrolières</p>	<p>Réalisation des EIE, EIS EES</p> <p>Création du centre Antipol</p> <p>Opérationnalité des POLMAR (mer et terre).</p> <p>Rapports de suivis de la gestion des substances nocives sont élaborés.</p> <p>Rapport sur l'emploi des dispersants en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures dans le milieu marin</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 12.3 Amélioration de la gouvernance littorale à travers notamment la mise en œuvre d'une politique d'aménagement du littoral, en se référant au PDALM.</p>	<p>Mettre en œuvre un dispositif de veille de nature à permettre un suivi permanent de l'occurrence des risques inhérents à l'exploitation pétrolière et gazière.</p> <p>Assurer l'adéquation du dispositif réglementaire régissant les pratiques industrielles opérées dans l'Offshore, ainsi qu'une batterie de mesures coercitives et dissuasives, y compris une taxation orientée vers la couverture du coût de monitoring.</p> <p>Elaboration et mise en œuvre de la DAL de Nouakchott (qui met l'accent sur la diminution des risques d'inondation de Nouakchott) et de la DAL de Nouadhibou (qui concerne principalement la Baie de l'Etoile).</p> <p>Création d'une structure chargée de suivre le PDALM et de remplir une fonction de veille littorale (en privilégiant l'option visant à institutionnaliser et renforcer l'Observatoire du littoral).</p> <p>Amélioration des mécanismes de concertation interministérielle pour appuyer le processus d'aménagement du littoral</p>	<p>Les risques pétroliers sont gérés efficacement et d'une manière participative et consensuelle ;</p> <p>Le dispositif réglementaire régissant les pratiques industrielles opérées dans l'offshore est mis en œuvre efficacement et le système de taxation est bien établi pour toutes les formes de pollution.</p> <p>Les DAL de Nouakchott et de Nouadhibou sont mises en place et fonctionnelles.</p> <p>Un Observatoire du littoral est institué et la fonctionnalité est assurée.</p> <p>Un comité technique composé des membres des différents Départements Ministérielles concernés est constitué.</p>	<p>230 000</p>	<p>MPEM SEE IMROP DSPCM UNIVERSITE UICN PRCM ONGs</p>	<p>Rapport de fonctionnement des DAL de Nouakchott et de la DAL de Nouadhibou.</p> <p>Rapport technique de veille littorale (en privilégiant l'option visant à institutionnaliser et renforcer l'Observatoire du littoral)</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
Objectif 12.4 Contribuer au développement d'une pêche continentale écologiquement viable	<p>Assurer le développement intégré de la pêche fluviale et notamment autour des zones à potentiel ichtyologique important.</p> <p>Appui à la réhabilitation des plans d'eau et au développement de la pisciculture en milieu continental</p>	<p>La pêche fluviale se développe d'une manière économiquement viable</p> <p>Les pêcheurs sont formés et encadrés sur les bonnes pratiques d'utilisation et de gestion commune des plans d'eau dans les retenues les plus importantes (Kankossa et Foug Gleita).</p>	300 000	MPEM IMROP DSPCM UNIVERSITE	<p>Rapport de suivi du milieu et des activités.</p> <p>Rapport de certification des plans d'eau et de leur gestion.</p>
Objectif 12.5 Promouvoir la sauvegarde des habitats critiques et les espèces menacées pour une meilleure gestion des ressources halieutiques	<p>Atténuer la pression croissante sur les ressources marines et leur environnement</p> <p>Renforcement des connaissances et des modes de surveillance environnementale des espaces littoraux ayant un rôle dans la régénérescence des stocks menacés et des espèces protégées.</p>	<p>La diversité biologique dans les écosystèmes côtiers les plus productifs est durablement préservée.</p> <p>Les habitats critiques correspondant aux zones de présence d'espèces menacées sont identifiés</p>	150000	MPEM SEE IMROP DSPCM UNIVERSITE UICN PRCM ONGs	<p>Rapport d'évaluation des indicateurs.</p> <p>Articles et notes techniques.</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

**AXE OPERATIONNEL 13.
ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MARCHANDES
RESSOURCES PETROLIERES ET GAZIERES**

<p>Objectif 13.1 :</p> <p>Intégration de des ressources pétrolières dans la stratégie environnementale et du développement durable</p>	<p>Evaluer les impacts de l'exploitation pétrolières sur l'environnement et la biodiversité</p>	<p>Les écosystèmes marins et les habitats sont moins perturbés</p>	50 000	<p>SEE MEP PTF DMG SNIM UNIVERSITE PTF</p>	<p>Nombre de cas de toxicité</p>
	<p>Mise à jour de textes réglementaires de l'industrie pétrole/gaz</p> <p>Développer des guides de bonnes pratiques d'exploitation pétrolières qui respectent l'environnement</p> <p>Mettre en place un mécanisme de financement de l'environnement à travers le développement de la filière pétrolière</p>	<p>La production pétrolière production est maintenue</p> <p>Un fonds de l'environnement est alimenté par les taxes prélevées sur les industries extractives</p>			<p>Nombre de cas d'intoxication au di méthyle</p> <p>Incidence des pathologies humaines liées à l'exploitation pétrolière</p> <p>Inventaires flori-faunistiques</p> <p>Nombre de bonnes pratiques Vulgarisées</p> <p>Taux de financement de l'environnement</p>
<p>Objectif 13.2</p> <p>Prévoyance, atténuation et adaptation aux risques pétroliers</p>	<p>Renforcer la collaboration régionale pour une meilleure lutte contre les pollutions par les hydrocarbures</p>	<p>Des conventions régionales de gestion des pollutions par les hydrocarbures sont signées</p>	300 000	<p>SEE MEP DMM DMG IMROP DARH PT UNIVERSITE DSPCM CNPМ FIM-FNP</p>	<p>Nombre de conventions régionales</p>
	<p>Renforcer la législation nationale pour un meilleur contrôle des installations présentant des risques environnementaux (filiales pétrolières, chimiques, etc.)</p> <p>Rendre opérationnel le plan POLMAR</p> <p>Assurer la sécurité de la navigation en Mer</p>	<p>Les textes réglementaires sont élaborés et appliqués</p> <p>La pollution marine est réduite</p> <p>Les plans de gestion environnementaux consignent toutes les substances toxiques utilisées dans l'exploration et l'exploitation pétrolière</p>			<p>Textes réglementaires</p> <p>Nombre d'accidents enregistrés</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
Objectif 13.3 Lier le développement du secteur pétrolier à l'aménagement du milieu marin et côtier	<p>Evaluer les impacts de l'exploitation pétrolières sur l'environnement physique du littoral</p> <p>adéquation des textes réglementaires sur l'industrie pétrolière avec les impératifs du développement du littoral</p> <p>Développer des guides de bonnes pratiques littorales</p>	<p>L'exploitation pétrolière et ses impacts sont évalués et accompagnés d'une manière continue ;</p> <p>Les textes régissant le littoral sont révisés et mieux adaptés ;</p> <p>Les guides de bonnes pratiques écologiques littorales sont mis à la disposition du grand public</p>		<p>SEE MEP MPEM PTF UNIVERSITE</p>	
Objectif 13.4 Mise en place d'un système de monitoring continu sur les impacts des activités d'exploration et d'exploitation offshore sur les ressources halieutiques et en on shore sur les ressources pastorales et hydriques ainsi que sur la santé publique	<p>Elaborer un système d'alerte précoce mettant à contribution les TIC ;</p> <p>Former les staffs de sauvetage en haute mer à la gestion des catastrophes maritimes ;</p> <p>Renforcer les capacités des réseaux de la société civile travaillant dans le domaine de l'évaluation environnementale</p>	<p>Des systèmes performants de suivi sont mis en œuvre ;</p> <p>Les notions de sinistre sont partagées entre les différentes parties prenantes concernées, ce qui permet d'atténuer les risques</p> <p>Les capacités de la société civile en matière d'évaluation environnementale sont renforcées</p>	<p>60 000</p> <p>35 000</p>	<p>SEE MEP MPEM PTF UNIVERSITE</p>	<p>Système de monitoring élaboré et validé avec m'ensemble des parties prenantes;</p> <p>Nombre de staffs techniques formés sur la gestion des catastrophes écologiques</p> <p>Nombre de catastrophes évitées</p>
Objectif 13.5 Evaluations des impacts stratégiques du secteur pétrolier	<p>Réaliser et valider d'une manière participative une évaluation des impacts stratégiques du secteur pétrolier et minier</p>	<p>Les connaissances issues des études d'impact environnementales réalisées par les opérateurs sont conjuguées à des évaluations stratégiques sectorielles en vue d'une meilleure sécurisation des ressources naturelles maritimes et continentales.</p>	35 000	<p>SEE MEP MPEM PTF UNIVERSITE</p>	<p>Rapports d'atelier d'évaluation stratégique</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectifs 13.6</p> <p>Contrôle et suivi des substances dangereuses utilisées dans l'exploitation et exploration</p>	<p>Contrôle des normes dans les Plan de Gestion environnementale</p> <p>Commanditer régulièrement des dépistages chimiques en vue d'empêcher des toxicités élevées des substances utilisées.</p>	<p>Les substances chimiques dont la nocivité est établie sont bannies des procédés industriels extractifs et le patrimoine halieutique est ainsi épargné.</p>	20 000	<p>SEE MEP MPEM PTF UNIVERSITE</p>	<p>Liste des substances dangereuses publiée régulièrement</p>
<p>AXE STRATEGIQUE 14</p> <p>ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINIERES</p>					
<p>Objectif 14.1</p> <p>Intégrer l'exploitation des ressources minières dans la stratégie environnementales et du développement durable</p>	<p>Evaluer les impacts de l'exploitation minière sur l'environnement et la biodiversité</p> <p>Mise à jour de textes règlementaires de l'industrie minière</p> <p>Développer des guides de bonnes pratiques d'exploitation minière qui respectent l'environnement</p>	<p>Les connaissances issues des études d'impact environnementales réalisées par les opérateurs sont conjuguées à des évaluations stratégiques sectorielles en vue d'une meilleure sécurisation des ressources naturelles ressources naturelles et continentales.</p> <p>Les bonnes pratiques sont propagées entre les différentes parties prenantes et au sein du grand public</p>	120 000	<p>SEE MIM MEP MPEM PTF UNIVERSITE ONGs</p>	<p>Nombre de cas de silicose</p> <p>Nombre d'intoxications aux cyanure et autres formes nocives ;</p> <p>Guide de bonnes pratiques environnementales</p>
<p>Objectif 14.2</p> <p>Mieux approprier les contrats de partage de production avec les notions du développement durable</p>	<p>Participer et évaluer en amont les différentes dispositions des Contrats de partage de production minière</p>	<p>Les contrats de partage de production sont plus équitable et permettent de financer le développement local dans les zones et régions d'exploitation</p>		<p>SEE MIM MEP MPEM PTF UNIVERSITE ONGs</p>	<p>Nombre de dispositions améliorées dans les contrats de partage</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

AXE OPERATIONNEL 15. DEVELOPPEMENT DES ZONES HUMIDES

<p>Objectif 15.1 Elaboration des plans de gestion et de développement des zones humides</p>	<p>Compléter l'inventaire des zones humides (zonage);</p> <p>Déléguer le mandat de gestion aux collectivités locales</p> <p>Améliorer la connaissance socioculturelle de l'environnement humain des zones et mettre en place d'un cadre de concertation participatif</p> <p>Elaborer un plan de classification (statut de protection) des zones Humides</p>	<p>Les zones humides continentales sont préservées</p> <p>La perte de la biodiversité est freinée</p> <p>Les écosystèmes et les habitats sont préservés</p> <p>La prise de conscience pour l'environnement progresse</p> <p>La gestion participative est adoptée</p> <p>Le statut de protection des zones humides est défini et programmé</p>	30.000	<p>PND PNBA SEE COLLECTIVITES DATAR DCL ONGs</p>	<p>Nombre de zones humides disposant d'un plan de gestion et d'aménagement</p> <p>Inventaire flori-faunistique des zones humides</p> <p>Nombre de rencontres de concertations des acteurs des zones concernées</p> <p>Nombre d'aires protégées dans les zones humides</p>
<p>Objectif 15.2 Renforcement des capacités institutionnelles des acteurs locaux</p>	<p>Etablir un état des lieux exhaustif des différentes organisations de la société civile</p> <p>Renforcer la coordination des organisations existantes</p> <p>Appuyer les ONG nationales ayant un potentiel d'action (professionnalisation, formation, organisation, participation au financement de certaines actions de développement)</p>	<p>Le saupoudrage des actions est évité</p> <p>La participation de la société civile à la gestion de l'environnement augmente</p> <p>Les objectifs du développement durable du pays sont clarifiés pour les ONGs</p> <p>Les financements d'actions par les ONGs nationales augmentent</p>	50 000	<p>PND PNBA SEE COLLECTIVITES DATAR DCL ONGs</p>	<p>Nombre d'organisations de la société civile</p> <p>Nombre de financements obtenus par les ONGs nationales</p> <p>Rapports d'audit financiers des ONGs</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 15.3 Suivi permanent, monitoring et évaluation des écosystèmes des zones humides</p>	<p>Mettre en place une base de données sur les zones humides</p>	<p>La connaissance scientifique s'accroît (ressources, fonctions, usages)</p> <p>La gestion s'est améliorée</p>	<p>230 000</p>	<p>PND PNBA SEE UNIVERSITE FBTS</p>	<p>Inventaire flori-faunistique des zones humides</p> <p>Organiser le dénombrement des oiseaux annuel</p>
<p>Objectif 15.4 Valorisation du potentiel des zones humides continentales</p>	<p>Evaluer les actions entreprises dans le cadre des différents programmes et initiatives</p> <p>Renforcer les capacités en matière de suivi et d'évaluation</p> <p>Mettre en place une structure chargée du suivi Mettre en place des programmes spécifiques de valorisation des activités dans les zones humides</p> <p>Inventorier les potentialités Productives</p> <p>Renforcer les capacités des communautés locales</p> <p>Etablir des critères d'exploitation durable des zones humides</p>	<p>La prise de conscience pour l'environnement s'accroît</p> <p>L'efficacité des programmes de préservation augmente</p> <p>Les zones humides contribuent à la lutte contre la pauvreté</p> <p>Développement des activités éco touristiques</p> <p>Les zones humides sont gérées et aménagées d'une manière scientifique et rationnelle</p>	<p>170 000</p>	<p>ONT COLLECTIVITES DATAR DCL ONGs</p> <p>PND PNBA SEE FBTS COLLECTIVITES DATAR DCL ONGs</p>	<p>Rapports d -évaluation des programmes de terrain</p> <p>Valeur de la production végétale et animale des zones humides</p> <p>Nombre d'écotouristes</p> <p>Rapport sur le suivi de l'exploitation des zones humides</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

AXE OPERATIONNEL 16. FAVORISER LES LIENS ENTRE DEVELOPPEMENT ET ENVIRONNEMENT LOCAL

Objectif 16.1 : Appui aux acteurs locaux vulnérables	Déterminer le degré de vulnérabilité de chaque groupe en relation avec les systèmes de production en milieu rural	Une typologie des acteurs locaux vulnérables est disponible	5 000	MINPT, CDHLPI, ODHDLCP	Rapport d'études
	Concevoir des mécanismes adaptés à l'appui des groupes vulnérables	Les groupes vulnérables sont intégrés dans le processus du développement local	3000	, PTF, FAO, UNICEF	Nombre et type d'actions en faveur des groupes vulnérables
Objectif 16.2 développement des capacités des femmes en milieu rural	Elaborer et mettre en œuvre des plans de formation et de sensibilisation destinés aux Femmes Capitaliser et valoriser les expériences des femmes en matière de gestion de l'énergie	Les expériences de gestion d'énergie menées par les femmes rurales sont capitalisées et diffusées Cf 3.2 et 7.8	10 000	MEP, SEE, SECF, FNUAP, UNICEF, , PTF	Rapport d'études Manuels de formation Degré de diffusion des manuels capitalisant les bonnes pratiques
Objectif 16.3 Appui à la décentralisation et à l'émergence d'une société civile locale efficace	Appuyer le processus de décentralisation Déterminer les contraintes de la participation de la société civile au développement local	Les textes régissant la décentralisation sont élaborés La société civile participe au développement local Les collectivités locales gèrent elles-mêmes leur développement	10 000	MIPT, Collectivités locales, PTF CYBERFORUM	Textes élaborés et adoptés Rapport d'études Nombre de collectivités ayant mis en œuvre un programme de développement local



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

AXE STRATEGIQUE 4
GERER L'ENVIRONNEMENT LOCAL ET GLOBAL CONFORMEMENT AUX ENGAGEMENTS PRIS DANS LE CADRE DES CONVENTIONS INTERNATIONALES

AXE OPERATIONNEL 17.

PROTEGER L'ENVIRONNEMENT PLANETAIRE GLOBAL

La Convention sur les Changements Climatiques (UNFCCC)

<p>Objectif 17.1 Renforcer le potentiel de séquestration de carbone</p>	<p>Définir les modalités d'évaluation du potentiel de séquestration du carbone des sites reboisés Accroître le taux de reboisement</p>	<p>La quantité de carbone fixée dans la végétation augmente</p>	<p>120 000</p>	<p>SEE ONGs UNIVERSITE PTF</p>	<p>Rapport d'études Superficies reboisées par année Quantités de carbone séquestrées</p>
<p>Objectif 17.2 Consolidation des projets d'atténuation</p>	<p>Créer des centres d'enfouissements techniques (CET) pour les déchets urbain en substitution à l'incinération spontanée ; Définir les modalités d'appui aux projets d'atténuation dans le cadre de la mise en œuvre de la CCCC (gaz industries frigorifiques : effets de serre CFC) Définir les modalités d'appui des petites et moyennes entreprises (secteur climatisation - frigo) à l'adaptation aux CC Favoriser le recours aux sources d'énergie alternatives</p>	<p>La quantité de carbone émise est diminuée Le fréon est récupéré et recyclé Les émissions de carbone diminuent Les énergies nouvelles et renouvelables se développent La biomasse végétale est préservée</p>	<p>400 000 12 000 Cf. 7</p>	<p>CUN PDU ADU AFD SEE ONGs UNIVERSITE PTF SEE ONGs PTF</p>	<p>Quantités de carbone émises Nombre de projets relevant de la mise en œuvre de la CCCC Quantité de fréon récupérée Nombre d'installations relatives aux énergies nouvelles et renouvelables</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
Objectif 17.3 Participation à la mise en œuvre de Stratégie de développement durable du secteur de l'énergie domestique	<p>Appuyer le secteur énergie en faveur des femmes rurales</p> <p>Appuyer la limitation de l'utilisation des combustibles ligneux en milieu rural</p> <p>Promouvoir l'usage des foyers améliorés</p> <p>Favoriser le passage au butane comme énergie domestique.</p>	<p>Les quantités de carbone émises diminuent pour un même service</p> <p>La biomasse végétale est préservée</p>	Cf. 7	SEE SECF/DFP DE DH DMG SOMAGAZ ONGs UNIVERSITE PTF	<p>Nombre de coopératives féminines prenant part à la problématique</p> <p>Nombre de foyers améliorés</p> <p>Taux de butanisation en milieu rural</p>
Objectif 17.4 : Participation aux mesures d'adaptation aux changements climatiques	<p>Définir les modalités d'appui de l'adaptation du système agraire en Mauritanie aux CC ;</p> <p>Adapter les systèmes d'irrigation Restaurer les zones humides continentales ;</p> <p>Renforcer la protection du cordon dunaire littoral</p>	<p>Le changement climatique ne diminue pas les possibilités d'irrigation ;</p> <p>Les zones humides continentales sont protégées ;</p> <p>Les risques d'intrusion marine sont écartés</p>	<p>20 000</p> <p>15 000</p> <p>000</p> <p>200</p> <p>000</p>	SEE CNPE COLLECTIVITES DATAR DCL DA DH DMG ONGs UNIVERSITE PTF	<p>Rapport d'études</p> <p>Nombre d'exploitants appliquant les nouvelles techniques</p> <p>Rapport de suivi du cordon dunaire</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

La Convention sur la Diversité Biologique (CBD)

<p>Objectif 17.5 Conservation des aires protégées</p>	<p>Aménager les parcs nationaux, les réserves de faune et les forêts classées existantes</p> <p>Améliorer la connaissance écologique des aires protégées</p> <p>Préparer un plan de reclassement et de protection des aires protégées d'importance nationale ou internationale</p>	<p>Le réseau des aires protégées est étendu</p> <p>Les activités écotouristiques sont possibles</p> <p>La biodiversité est maintenue</p>	<p>250 000</p>	<p>SEE PND PNBA ONGs UNIVERSITE PTF</p>	<p>Nombre et superficie des aires protégées ;</p> <p>Nombre d'écotouristes</p> <p>Inventaire flori-faunistiques</p>
<p>Objectif 17.6 : Protection des espèces menacées</p>	<p>Monter des projets pour assurer la protection et la réintroduction d'espèces disparues ou menacées d'extinction dans leurs habitats naturels</p>	<p>Les habitats sont préservés</p> <p>La biodiversité est maintenue</p>	<p>100 000</p>	<p>SEE PND PNBA DSPCM GENDARMERIE DOUANE ONGs UNIVERSITE PTF</p>	<p>Inventaire flori-faunistiques</p> <p>Nombre d'espèces introduites</p>
<p>Objectif 17.7 : Promouvoir la conservation ex situ</p>	<p>Promouvoir la recherche dans la sélection des semences de qualité</p> <p>Concevoir des stratégies de conservation pour les plantes à semences récalcitrantes</p> <p>Mettre en place des parcs animaliers adaptés aux zones écologiques</p>	<p>La biodiversité est maintenue</p>	<p>250 000</p>	<p>SEE PND CNRADA UNIVERSITE CNERV</p>	<p>Nombre d'espèces préservées dans les conservatoires d'espèces végétales</p> <p>Inventaire flori-faunistiques</p> <p>Nombre de parcs animaliers</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 17.8</p> <p>Conservation des ressources fauniques</p>	<p>Sensibiliser et former les populations locales sur la nécessité de protéger la faune</p> <p>Créer une banque de données sur les oiseaux d'eau douce et un atlas des oiseaux nicheurs de Mauritanie</p> <p>Créer une banque de données sur les animaux sauvages</p>	<p>Les connaissances scientifiques sont améliorées ;</p> <p>La sensibilisation à l'environnement monte</p> <p>La biodiversité est maintenue</p>	150 000	<p>SEE PND PNBA DAT GENDARMERIE DOUANE ONGs UNIVERSITE PTF</p>	Inventaires fauniques
<p>Objectif 17.9 :</p> <p>Conservation de la biodiversité marine et côtière</p>	<p>Renforcer le cadre juridique de la gestion de la biodiversité marine</p> <p>Améliorer les connaissances sur les ressources halieutiques et leur habitat</p>	<p>La législation est renforcée</p> <p>Les décisions concernant la politique des pêches reposent sur des fondements scientifiques</p> <p>La biodiversité maintenue</p>	200 000	<p>SEE PNBA DARH IMROP DSPCM DOUANE MCAT UNIVERSITE PTF</p>	<p>Inventaire des ressources halieutiques</p> <p>Statistiques de débarquement</p> <p>Nombre d'infraction au Code de Pêche</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 17.10 Conservation des ressources ligneuses, non ligneuses et agricoles</p>	<p>Protéger et valoriser les ressources ligneuses par un aménagement intégré des forêts classées basé sur la participation des populations locales</p> <p>Valoriser et encourager la production et la commercialisation des espèces ligneuses et non ligneuses d'intérêt économique, culturel, médicinal, artisanal pour les populations dans un souci de développement durable</p> <p>Diversifier la production par la combinaison de cultures irriguées, de cultures de décrue, de cultures pluviales</p>	<p>La sensibilisation à l'environnement augmente</p> <p>Des activités plus variées se déroulent</p> <p>Le bien être des populations s'améliore</p> <p>La résilience des systèmes de culture augmente.</p>	<p>Cf. 7</p> <p>150 000</p>	<p>SEE DAT GENDARMERIE POLICE ONGs UNIVERSITE PRESSE PTF</p> <p>DA/SEE CNARADA FAEM/CNPM SYNDICATS</p>	<p>Valeurs de la production et commercialisation ligneuse</p> <p>Valeurs de la production et commercialisation herbacée</p> <p>Valeurs de la production des sous produits médicinaux</p> <p>Valeurs de la production et commercialisation agricole</p>



<p>Objectif 17.11</p> <p>Améliorer la production en milieu rural pour soutenir la lutte contre la désertification</p>	<p>Tenir compte des spécificités environnementales des régions dans les productions agro-pastorales en respectant les vocations des terres.</p> <p>Elaborer des programmes spécifiques des productions agro-pastorales et sylvicoles</p> <p>Réaliser des infrastructures de soutien à la production agro-pastorale</p>	<p>Le cadre de vie des populations est amélioré</p> <p>La dépendance économique des populations vis-à-vis des ressources naturelles est diminuée</p> <p>L'environnement est mieux préservé</p>	<p>400 000</p>	<p>SEE DE DA DRFV CNARADA CNERV DLTJO COLLECTIVITES ONGs PRESSE PTF</p>	<p>Superficies touchées par la désertification</p> <p>Nombre d'infrastructures sécurisées par rapport à l'ensablement</p> <p>Enquête sur le cadre de vie des ménages en milieu rural</p>
<p>Objectif 17.12</p> <p>Promouvoir l'élevage et les ressources pastorales</p>	<p>Promouvoir des systèmes d'exploitation écologiquement sains et moins prédateurs sur l'environnement à travers une meilleure responsabilisation des éleveurs.</p> <p>Assurer une meilleure surveillance zoo sanitaire prenant en compte aussi bien les animaux domestiques que la faune de façon à mieux conserver la biodiversité</p>	<p>Les parcours traditionnels sont sécurisés juridiquement (accords, conventions, etc.)</p> <p>La qualité de la production animale augmente</p> <p>La biodiversité est maintenue</p>	<p>300 000</p>	<p>DE SEE DRFV CNERV FAEM GNAP SAN ONGs CNERV</p>	<p>Valeurs de la production des élevages</p> <p>Incidence des pathologies animales</p> <p>Nombre de têtes de bétails abattues</p> <p>Incidence des saisies de DAOA</p>
<p>Objectif 17.13</p> <p>Promouvoir les pratiques traditionnelles d'amélioration des productions animales et végétales</p>	<p>Inventorier et capitaliser les savoirs traditionnels</p> <p>Encourager l'introduction des biotechnologies traditionnelles</p>	<p>La production animale et végétale s'améliore</p> <p>La résilience des systèmes de production animale et végétale augmente</p>	<p>70 000</p>	<p>SEE CNARADA CNERV DRFV UNIVERSITE PTF</p>	<p>Nombre d'espèces améliorées</p> <p>Nombre de brevets déposés</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
	<p>Protéger les infrastructures économiques et sociales contre l'ensablement</p> <p>Lutter contre la dégradation des sols, de la flore et de la faune</p> <p>Adapter la formation professionnelle aux besoins actuels et futurs du marché du travail en milieu rural</p>	<p>La désertification est atténuée</p>			<p>Plan d'occupation des sols (POS)</p>
<p>Objectif 17.14</p> <p>Promouvoir l'information, l'éducation et la communication en matière de lutte contre la désertification</p>	<p>Diffuser à grande échelle l'information au sujet de la CCD</p> <p>Identifier et échanger l'information sur la désertification à travers les structures d'information existantes (utilisation des NTIC)</p> <p>Inventorier et protéger les connaissances traditionnelles en matière de LCD</p> <p>Adapter la formation aux besoins du marché en milieu rural</p>	<p>La CCD est connu</p> <p>La sensibilisation à l'environnement augmente</p> <p>Les NTIC sont utilisées pour diffuser l'information et permettre la participation</p> <p>Les savoirs locaux sont valorisés</p>	100 000	<p>SEE</p> <p>DRFV</p> <p>CDHLCPI</p> <p>CSA</p> <p>COLLECTIVITES</p> <p>UNIVERSITE</p> <p>ONGs</p> <p>PTF</p> <p>PSVCM</p>	<p>Bulletin et supports de communication</p> <p>Nombre d'articles consacrés à la LCD dans la presse nationale</p> <p>Recueil des savoirs vernaculaires</p>
<p>Objectif 17.15</p> <p>Renforcer les capacités de la recherche en matière de lutte contre la désertification</p>	<p>Identifier les facteurs de désertification</p> <p>Concevoir et utiliser des indicateurs de suivi, d'évaluation et d'impact de la désertification</p>	<p>Les connaissances scientifiques sur la désertification s'améliorent</p> <p>Les programmes de recherche sont financés</p> <p>Le suivi de la désertification est assuré</p>	200 000	<p>SEE</p> <p>CNRADA</p> <p>CNERV-DRFV</p> <p>UNIVERSITE</p> <p>PTF</p>	<p>Nombre de chercheurs dans les domaines de la LCD</p> <p>Nombre de colloques</p> <p>Nombre de publications scientifiques consacrées à la LCD</p>
<p>Objectif 17.16</p> <p>Mise en place d'un cadre de concertation et de mise en synergie des conventions internationales</p>	<p>Identifier le service et les mécanismes dans la nouvelle structure</p> <p>Doter le service des moyens requis pour son fonctionnement</p>	<p>La concertation et la synergie entre les différentes conventions sont améliorées</p>	200 000	<p>SEE, ETAT,, ,</p> <p>PTF, COLLECTIVITES</p> <p>LOCALES</p>	<p>Textes réglementaires</p> <p>PV de recrutement et de réception de matériel</p>



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
-----------	-----------	--------------------	----------	-----------------	-------------

**AXE STRATEGIQUE 5
MECANISMES DE FINANCEMENT DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

**AXE OPERATIONNEL 18
MOBILISATION DES FINANCEMENTS**

Objectif 18.1 Etablir un mécanisme de coordination des financements	Définir la structure de coordination	Les doubles emplois ou redondances sont évités			Rapport d'étude
	Mettre en place la structure de coordination	Les partenaires au développement sont spécialisés par localisation ou type de projet	15 000	SG, , Départements techniques, Bailleurs de fonds, Société civile	Texte réglementaire et PV de réunion
	Instaurer un cadre de concertation régulière des bailleurs de fonds sur le financement du PANE				
Objectif 18.2 Allier financement et décentralisation	Privilégier les initiatives locales et les bonnes pratiques locales en matière de financements	L'approche participative est renforcée dans les financements	10 000	Collectivités locales, , PTF, , UE BID, FADES	Rapport d'étude
	Explorer les opportunités de financements directs des collectivités locales par les bailleurs	Le financement des collectivités locales est renforcé	20 000	Etat, Collectivités locales, , Société civile	Rapports d'étude
	Affecter le produit des taxes et redevances environnementales au budget de dépenses environnementales	Recettes et dépenses environnementales sont rapprochées des contributeurs et bénéficiaires locaux	15 000	MAED, MF, SEE,	Textes réglementaires



Objectifs	Activités	Résultats attendus	Budget *	Intervenants **	indicateurs
<p>Objectif 18.3</p> <p>Stabiliser le financement du Développement Durable</p>	<p>Mettre en place un fonds pour les générations futures dans le cas de la mise en exploitation de nouvelles ressources épuisables (Pétrole, gaz..)</p> <p>Assurer un engagement budgétaire prévisionnel de l'Etat en matière de Développement Durable (Si les recettes et taxes environnementales sont affectées au budget de l'Etat)</p>	<p>Les générations futures bénéficient du développement actuel</p> <p>Les financements de l'environnement à travers le budget de l'Etat sont opérationnels</p>	<p>450 00</p> <p>-</p>	<p>Etat, collectivités locales, Bailleurs de fonds</p> <p>MF, MAED, SEE,</p>	<p>Textes réglementaires</p> <p>Lois de finances</p>